

Monsieur le Président, il y a un peu plus d'une semaine, Son Excellence le Gouverneur général traçait les grandes lignes du programme d'action du gouvernement pour les deux prochaines années. Ce programme vise quatre objectifs; la réconciliation nationale, la continuation du renouveau économique, une plus grande justice sociale et une participation constructive dans les affaires mondiales. Ces objectifs sont reliés entre eux et se renforcent mutuellement.

La réconciliation nationale, le fait d'inspirer aux Canadiens des aspirations nationales, est une condition préalable essentielle au renouveau économique, car nous ne pouvons guère soutenir la concurrence à l'étranger sans coopérer entre nous à l'intérieur du pays. Le renouveau économique peut nous permettre de faire de plus grands progrès sur le plan social. Il nous donnera les moyens de financer les programmes socio-culturels souhaitables et d'améliorer notre qualité de vie. Si nous pouvons atteindre notre but et devenir une société plus unie, plus prospère et plus progressiste, nous serons mieux en mesure d'assumer nos responsabilités internationales et de jouer un rôle constructif dans notre village planétaire.

Comme tous les députés le savent, le commerce sera un instrument capital dans l'atteinte de tels objectifs tout comme il l'a été tout au long de l'histoire de notre fédération. Notre politique commerciale repose sur l'évaluation des réalités actuelles et des changements historiques. De plus, elle est fondée sur la nécessité de saisir toutes les chances et de servir les intérêts de la nation.

La politique commerciale du Canada doit refléter une donnée fondamentale de notre vie économique - notre faible population. Un marché intérieur limité oblige à se tailler une place solide sur les marchés étrangers. Au Canada, commerce signifie emplois. Environ 27 p. 100 de notre PNB sont directement liés aux exportations. Un emploi sur trois est tributaire d'une manière ou d'une autre du commerce. Contrairement aux pays pouvant compter sur un grand marché intérieur comme les États-Unis, le Japon et le Brésil, nos industries ont besoin d'accéder à des marchés extérieurs pour instaurer des économies d'échelle et se spécialiser de façon efficace. Nos entreprises doivent s'assurer l'accès à de tels marchés pour justifier des investissements dans des usines et du matériel modernes ainsi que des programmes de recherche et de développement coûteux.